

UNIS EN MOUVEMENT – ENTRETIEN AVEC DOUGLAS FARROW, PROFESSEUR DE THÉOLOGIE ET D'ÉTHIQUE, ÉCOLE DES ÉTUDES RELIGIEUSES, UNIVERSITÉ MCGILL – 11 DÉCEMBRE 2021

A. B. : J'ai aujourd'hui le plaisir d'accueillir le P^r Douglas Farrow.

Douglas, vous êtes professeur de théologie et d'éthique à l'École des études religieuses de McGill. Vos spécialisations sont la théologie historique et systémique, l'anthropologie théologique et la théologie éthique et politique.

Ces derniers mois, vous avez écrit abondamment au sujet de la crise actuelle.

Voici votre site Web. Nous allons partager ce lien pour que les gens puissent consulter vos articles et vos essais.

Vous avez notamment écrit *Who owns the children?*, *L'émergence de Nowa Huta*, *Enrôlés dans la religion de la peur* et *Breaking the Covid Spell*. Bref, ça donne une idée de ce que vous publiez.

Avant de commencer, je vous laisserai vous présenter à l'auditoire et expliquer comment vous vous impliquez dans la situation actuelle.

J'aimerais mentionner deux passages de votre article *Enrôlés dans la religion de la peur*. Le premier se lit comme suit : « Nos maîtres nous ont dit de revêtir le voile et nous l'avons fait. Nous ne sommes plus des individus libres, faisant des choix rationnels par nous-mêmes. Nous sommes les dociles, et le masque est notre insigne de conformité. »

Dans cet article, vous décrivez la situation actuelle dans le monde universitaire.

Et le deuxième passage : « À ceux qui sont vaillants sur d'autres fronts, mais qui souhaitent rester en dehors de cette bataille particulière, je dis : il est inutile de poursuivre la liberté académique dans une société qui manque de liberté personnelle et politique, ou dans une institution où l'on doit vénérer le dieu COVID, sans quoi l'on est exclu de la vie commune. L'enjeu est bien trop important pour ne pas réagir. Nous assistons à la montée de quelque chose d'analogue à ce que nous avons vu dans les années 1930 – non pas un socialisme national, mais un socialisme mondial tout aussi insidieux, dont les mots d'ordre ne sont pas *sang* et *sol*, mais *santé* et *environnement*. »

Ce sont là des mots puissants. Qu'est-ce qui vous a poussé à vous mobiliser et à vous impliquer dans la situation actuelle?

D. F. : Pour être franc, j'étais occupé avec mes propres travaux de recherche et je ne m'intéressais pas beaucoup à cette crise au tout début. Puis j'ai reçu un appel d'un collègue, qui est rédacteur en chef d'un journal à Manhattan. Il m'a dit :

La peur est palpable dans les rues de la ville. Je n'ai jamais rien vu de tel. Que se passe-t-il? Où sont les théologiens? La peur n'est pas une simple réalité psychologique, c'est un élément qui nécessite une réflexion approfondie sur ce qu'il advient des êtres humains. Vous devez donc vous pencher là-dessus et vous prononcer.

J'ai donc répondu au défi et je me suis mis à examiner la situation. Bien sûr, au début, en mars 2020, les choses n'allaient pas si mal à Montréal. Depuis, j'étudie à fond cette crise sous plusieurs angles, ce qui m'oblige à faire un travail propre à ma discipline, mais aussi à consulter des gens qui font un travail analogue au mien dans d'autres disciplines.

A. B. : Excellent. Donc, pour poursuivre là-dessus, vous avez écrit tous ces articles où vous donnez aux gens un bon aperçu de la situation, et aussi une perspective historique. Bien sûr, ça s'inscrit aussi dans le contexte de vos études sur la religion et l'éthique. Aimerez-vous dire quelques mots à ce sujet?

D. F. : Eh bien, pour ma part et comme tout le monde, je m'intéresse à ce qui se passe et aux effets de ce virus. Quels sont les effets des mesures prises pour le contrer? Qu'est-ce qui justifie ces mesures? Les manières dont ces mesures sont déployées sont-elles plus dangereuses et beaucoup plus désastreuses que le virus lui-même?

Je me penche donc sur tout cela, mais j'y pense aussi sous l'angle d'un théologien et d'un éthicien, en me demandant : Quelles justifications sont données et que nous disent-elles sur nous et notre société? Nous pourrions en parler un peu plus à mesure que notre entretien avance.

A. B. : Oui, absolument. L'ampleur de la situation actuelle est-elle comparable à celle d'autres événements survenus au fil de l'Histoire?

D. F. : À certains égards, oui, mais au cours du dernier siècle, il y a évidemment eu des crises bien pires et le sang a coulé à une immense échelle. Il y a eu des révolutions. Des idéologies ont rassemblé des nations entières et entraîné des guerres mondiales.

Il y a eu des maladies beaucoup plus préoccupantes que celle-ci. Les gens parlent sans cesse de la variole ou de la grippe espagnole, mais cette crise actuelle de coronavirus n'est rien par rapport à ce genre d'épidémies. Alors, il faut dire d'entrée de jeu que nous semblons avoir fait tout un plat de quelque chose de plutôt bénin et négligeable à grande échelle.

Cela dit, nous l'avons fait d'une manière qui a mobilisé la planète entière, plus que les guerres mondiales et la grippe espagnole.

Nous vivons quelque chose de nouveau et de différent, car ça ne s'était jamais produit auparavant. Jamais nous n'avions connu un problème relativement modeste avec un coronavirus ou un virus du même genre. Cette situation accapare les médias, les gouvernements et l'économie; elle nourrit l'imagination et les peurs des gens. Il se passe donc quelque chose de nouveau et d'important à cet égard.

A. B. : Très bien. Merci beaucoup de ce point de vue. À la lumière de vos observations et de celles de vos collègues d'autres disciplines, quel est l'enjeu selon vous? Quel est le phénomène le plus important auquel nous assistons?

D. F. : Eh bien, il y en a plusieurs et il est difficile de dire lequel est le plus important. Ils sont tous importants. Ma liste n'est pas exhaustive, mais je peux vous en nommer plusieurs, en premier lieu la nécessité de protéger les enfants.

Lorsque nous sommes en guerre – et nous le sommes d'une certaine façon... Je ne crois pas que la guerre qui se déroule sous nos yeux soit contre le virus, et le virus n'est pas suffisamment grave pour justifier toutes les mesures prises, ce qui me dit que nous sommes également en guerre à un autre niveau.

Cette guerre est aussi politique, économique, spirituelle. Et dans cette guerre, nous devons protéger les enfants. Comme on le sait tous, ce virus ne pose presque aucun risque pour eux. Oui, ils peuvent le transmettre aux autres – tout comme les adultes et tout comme les personnes vaccinées, enfants comme adultes. C'est clair maintenant.

Donc l'idée d'injecter des jeunes et des enfants, et même des nourrissons, avec un traitement expérimental alors qu'ils ne sont pas à risque... C'est la première fois que nous faisons cela. La première fois.

Premièrement, vacciner des personnes en bonne santé au milieu d'une pandémie est une mauvaise idée. Ça aggrave les choses au lieu de les améliorer. Mais surtout, il ne faut pas vacciner les populations qui ne sont pas à risque. Les enfants en font partie, et le fait de les vacciner avec un vaccin non stérilisant est donc à la fois absurde et fondamentalement mal sur les plans moral, éthique, médical et politique.

Donc, premier point, nous ne pouvons pas laisser les sociétés pharmaceutiques ou les dirigeants économiques ou politiques mener des expérimentations sur nos enfants. C'est immoral et ça doit cesser.

Deuxième point : nous devons nous élever contre cette tentative de diviser la société, de diaboliser la dissension et de censurer les débats ordinaires, civilisés, publics et spécialisés sur la situation actuelle.

La Commission québécoise sur la liberté universitaire est sur le point de publier son rapport, et nous nous attendons pour la plupart à ce qu'il renforce ou tente de renforcer les bases de la liberté universitaire au Québec. C'est bien, mais la même ouverture est nécessaire dans le contexte actuel. Il ne sert à rien d'insulter les gens, de traiter de parias ou de menace pour la société ceux qui ont pris la décision éclairée de ne pas se faire vacciner.

Nos dirigeants doivent cesser de diaboliser des segments de la population et de semer la division. Ça conclut mon deuxième point.

Troisièmement, je dirais que nous devons repousser énergiquement ces attaques contre les libertés fondamentales, par exemple la liberté de circulation, et contre la loi fondamentale qui sous-tend ces droits.

Au Québec et ailleurs au Canada et dans le monde, des gens s'accordent des pouvoirs d'urgence, lesquels devaient être réservés à des situations d'extrême urgence et utilisés de façon très limitée dans le temps. Ils se donnent ces pouvoirs depuis près de deux ans maintenant.

Gouvernement constitutionnel, gouvernement démocratique, processus démocratiques, reddition de comptes, nécessité de débattre ouvertement des politiques adoptées, parfois devant les tribunaux... Tout cela est mis de côté et des personnes s'arrogent des pouvoirs qui ne leur appartiennent pas, pouvoirs dont elles abusent et qu'elles élargissent bien au-delà de ce qui était prévu dans une situation très grave.

La loi fondamentale, les droits conférés par la Charte et les libertés constitutionnelles sont donc en jeu et nous devons les défendre avec vigueur, pas seulement devant les tribunaux, mais aussi à l'échelle de notre société. Les gens doivent défendre leurs libertés.

Puis, quatrièmement, je dirais que nous devons demander des comptes. Une commission royale d'enquête doit examiner ce qui s'est passé et les conséquences des mesures prises, et tenir responsables les gens qui ont mal agi, en particulier ceux qui ont commis des actes criminels, car ils ont causé des préjudices graves à la population. Ils s'en tirent à bon compte pour l'instant, mais ils doivent être traduits en justice. Ça aussi, c'est très important.

Je dois dire que notre pays et d'autres pays occidentaux commencent à ressembler de plus en plus à la Chine communiste. Il y a quand même une différence, mais notre façon actuelle de fonctionner a nettement changé par rapport à avant.

Nous avons donc une pandémie de nouvelle génération, pour ainsi dire, et de soi-disant vaccins de nouvelle génération, et un gouvernement qui gouverne désormais par décrets. Ces décrets font mal à des gens. Pas seulement des gens qui souffrent de réactions indésirables graves à la suite des injections imposées, mais aussi des gens qui sont acculés à la faillite ou qui ont dû faire faillite. Des gens qui perdent leur carrière. Des étudiants qui perdent leur place à l'université. Des gens qui tombent sérieusement en dépression, etc.

D'énormes dommages sont causés à notre système constitutionnel et à notre société, et aussi à notre économie. Les responsables doivent être traduits en justice. Ils doivent répondre de leurs actes devant la population et les tribunaux. Voilà qui conclut mon quatrième point.

Cinquièmement, des plans d'intervention d'urgence respectueux de la loi et raisonnables doivent être mis en place. C'est l'absence de tels plans qui fait que nous avons été livrés aux mains de

gens qui sont franchement, dans certains cas, des imbéciles et des criminels.

Il faut donc mettre en place des plans d'intervention d'urgence adéquats, qui impliquent une coopération à tous les niveaux de la société et à l'international. Il ne faut pas remettre les droits et les libertés qui nous sont chers entre les mains de gens qui travaillent soit dans notre pays ou dans d'autres pays. Ça pourrait donner l'impression que le Canada et le Québec sont gouvernés par des gens à Davos, à Londres, à Singapour ou à Pékin.

Nous sommes victimes de ce genre de situation lorsque nous ne mettons pas en place des plans adéquats qui respectent nos propres lois et nos propres valeurs. Nous devons donc faire quelque chose. Nous devons travailler là-dessus, car d'autres problèmes arriveront, qu'ils soient naturels ou causés par l'homme. Il y aura d'autres problèmes. Nous devons nous préparer adéquatement.

Sixièmement, je dirais que nous devons rebâtir la profession médicale dans ce pays. Les médecins ont échoué lamentablement dans cette crise. Leurs associations professionnelles s'emploient à les faire taire et à les empêcher d'exercer leur propre jugement, en leur imposant des politiques inadéquates, irrationnelles et contraires à l'éthique. En fin de compte, les médecins devraient être régis par un groupe de citoyens et non par un groupe de médecins – surtout pas des médecins hygiénistes en chef.

C'est la même chose dans les universités. Les universités ont échoué lamentablement à être les voix critiques qu'elles sont supposées être. Elles se comportent comme des moutons, comme bien d'autres dans la population. C'est honteux, absolument honteux.

C'est la même chose dans le domaine de la religion – et ce sera mon septième et dernier point. Les chefs religieux et les dirigeants de la société civile nous ont aussi laissé tomber. La conformité est devenue leur mot d'ordre. Ils ne fournissent pas leurs propres ressources pour résoudre le problème, sauf pour faire ce qu'on leur demande de faire.

J'étudie un peu cette question, pas seulement au sein de l'Église catholique, mais j'étudie aussi quelques-uns des plans établis pour obtenir le contrôle en offrant des cadeaux en argent, comme les sociétés pharmaceutiques qui versent de gros dons aux universités. Certaines de ces mêmes personnes manipulent les chefs religieux en finançant grassement leurs projets. Certains de ces projets sont très nobles, mais le hic est que les gens arrêtent alors de fournir leurs propres ressources critiques pour résoudre un problème et font simplement ce qu'on leur dit de faire. Ils deviennent une chambre d'écho.

Là aussi, il faut donc rebâtir. Et franchement, cela inclut l'ensemble de la société. Comment sommes-nous devenus si mous, si dociles? Quand avons-nous cessé de penser par nous-mêmes et à rechercher la sécurité offerte par les pouvoirs en place? Qu'est-il arrivé de l'esprit indépendant des Canadiens et des Québécois? Que s'est-il donc passé? Nous devons nous poser des questions difficiles.

A. B. : Oui, absolument. Comme vous l'avez mentionné, ce sont des questions très difficiles, certainement des questions qui doivent être résolues par la société tout entière, par la société civile aussi. Ça met réellement en relief cette question de gouvernance et de souveraineté personnelle. Ce sont en fait les deux principaux enjeux, selon moi.

Il nous reste quelques minutes. Vous pourriez peut-être nous présenter rapidement le collectif dont vous faites partie? Je vais montrer le site à l'écran. Il s'appelle Résistance scolaire Québec. Le voici ici. Alors, quand ce collectif a-t-il été fondé?

D. F. : Nous discutons de certains enjeux entourant cette crise depuis quelques mois, et ce site est le fruit de nos discussions. On y présente notamment, comme vous le voyez ici, quelques-uns des arguments principaux que nous tentons de mettre de l'avant, ainsi que les changements que nous demandons.

Le but est d'encourager les gens à avoir une réflexion nuancée sur ce qui contribue à l'épanouissement des êtres humains, et à ne pas laisser la peur les gouverner et les pousser à commettre des gestes immoraux et absurdes, comme mener des expérimentations sur les enfants et faire du passeport vaccinal une condition de participation à la société.

Nous avons donc formulé 14 points pour corriger la situation actuelle. Ce serait merveilleux si les gens pouvaient jeter un coup d'œil au site et prendre connaissance de ces recommandations et demandes, car je crois qu'ils les trouveront très intéressantes.

A. B. : Oui, absolument. Sur le site, il y a une déclaration que les gens peuvent lire et signer, et aussi des articles très intéressants et des ressources. C'est donc un outil précieux pour s'informer sur la situation et pour accéder à de l'information différente du narratif officiel et de ce qui est véhiculé dans les médias.

C'est aussi une excellente façon de voir les choses sous un angle différent et d'en apprendre plus sur votre travail.

Ce collectif inclut des étudiants, des enseignants et, bien sûr, des membres du personnel du monde universitaire. Il s'agit donc d'une ressource très intéressante à connaître et à partager.

En bien, P^r Douglas Farrow, auriez-vous quelque chose à ajouter avant de conclure cette entrevue?

D. F. : Oui, merci. J'aimerais rappeler ceci aux gens. J'ai vérifié l'information hier pour m'assurer qu'elle n'avait pas changé par rapport aux derniers mois, et c'est encore la même. Selon Santé Canada, le taux de décès hebdomadaire dans l'ensemble du pays est de 0,4 par 100 000 habitants. Sur le site de Santé Québec, les données indiquent que tout est sous contrôle. Très bien. S'il s'agit là des faits et que ceux-ci proviennent des autorités, qu'est-ce qui peut donc bien justifier l'utilisation continue des pouvoirs d'urgence, le retrait des droits et des responsabilités individuels et le fait que ceux-ci continuent d'être concentrés dans les mains des gouvernements?

C'est incroyable que les gens acceptent cela d'une façon ou d'une autre, et la seule raison qui me vient en tête est qu'ils souffrent toujours de la peur qui a été nourrie dès le début et qui a entraîné un cercle vicieux; cette peur palpable dans les rues qui a été alimentée par les gouvernements et les médias. Laura Dodsworth en parle d'ailleurs dans son livre *State of Fear*. Les gouvernements ont utilisé des tactiques clés en main pour instiller la peur.

Nous sommes encore affectés par cela, et je veux simplement dire aux gens de ne pas vivre dans la peur. La peur asservit. À titre de théologien, je pense à l'histoire de Paul et de Silas dans la prison de Philippi, qui chantent dans la nuit et qui sont libérés par un tremblement de terre, à la suite duquel même leur geôlier se convertit.

Peu importe ce que leurs dirigeants ou leurs évêques disent, les gens doivent recommencer à remercier Dieu, à chanter, à faire des choses humaines et à sortir de l'emprise de la COVID. Ils doivent le faire *maintenant*.

A. B. : Excellent. Merci beaucoup pour cet entretien, en particulier pour ce mot de la fin. Oui, les gens doivent absolument se réveiller et cesser de vivre dans la peur. C'est une paralysie totale de l'esprit – et aussi du cœur.

P^r Douglas Farrow, merci infiniment de votre temps aujourd'hui. Ce fut un plaisir de vous recevoir, et nous espérons avoir la chance d'échanger de nouveau avec vous dans le cadre d'autres entretiens du même genre. Merci beaucoup.

D. F. : Merci pour le travail que vous faites et mes meilleurs vœux à tous ceux et celles qui s'impliquent dans vos initiatives ou qui vous suivent.